ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, le 16 juin 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "réglant l'application des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962", a donné le 22 juin 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 juni 1987 door de Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de toepassing van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962", heeft op 22 juni 1987 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATION GENERALE.

Le dispositif du projet utilise à maintes reprises l'expression "des lois coordonnées" ou l'expression "de ces lois", sans jamais citer le texte législatif référé par sa date et par son intilulé complet.

Il serait souhaitable que dans l'article 1er, § 1er, du projet, où cette expression est utilisée pour la première fois, ces lois soient identifiées par leur intitulé complet.

Les autres articles du projet devraient alors recourir uniformément à l'expression "des lois coordonnées".

+

+ +

II. EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

L'intitulé pourrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal portant exécution des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962".

.../...

Préambule.

1. La loi du 7 juillet 1966 portant modification des articles 17 et 87 des lois sur la milice est devenue sans objet à la suite de la loi du 1er décembre 1976 modifiant les lois précitées.

La loi du 9 mai 1969 modifiant l'article 16 des lois sur la milice devient sans objet à la suite de la loi du 16 juin 1987.

La loi du 10 janvier 1978 modifiant l'article 87 des lois sur la milice devient sans objet à la suite de la loi du 16 juin 1987.

La loi du 17 décembre 1979 modifiant l'article 12, § 1er, 5°, des lois sur la milice devient sans objet à la suite de la loi du 16 juin 1987. La même observation vaut pour la loi du 9 juillet 1982.

La loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, en tant qu'elle modifie l'article 10, § 1er, 6°, des lois sur la milice, devien sans objet à la suite de la loi du 16 juin 1987.

Au vu de ce qui précède, la référence aux lois des 7 juillet 1966, 9 mai 1969, 10 janvier 1978, 17 décembre 1979, 9 juillet 1982 et 19 juillet 1983 doit être omise.

D'autre part, il y a lieu de viser la loi du 16 juin 198 publiée au Moniteur belge du 19 juin 1987.

.../...

2. En ce qui concerne les Ministres proposants, il y a lieu d'écrire :

"Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Ministre de la Défense nationale".

Dispositif.

1. L'usage recommande d'écrire dans le texte français "Chapitre premier".

2. La subdivision d'un chapitre se fait, d'après l'usage, en sections. Il est en conséquence suggéré d'écrire au chapitre III :

"Section première. - Règles générales.

...

Section II.- Demandes à introduire auprès de l'administration communale.

...

Section III.- Demandes à introduire auprès du gouverneur de province.

...".

+

.../...

Article 12.

Au paragraphe 2, les mots "du pouvoir, revêtu de la signature du milicien" doivent être remplacés par les mots "d'une procuration revêtue de la signature du milicien".

Article 15.

Le paragraphe 2, qui règle la production des pièces par les personnes mises sous statut de minorité prolongée, ne présente pas de lien avec le paragraphe 1er relatif à l'introduction de la demande de devancement d'appel. Le paragraphe 2 doit dès lors faire l'objet d'un article distinct.

A l'instar de l'article 12, § 3, du projet, relatif à la demande d'exemption des personnes mises sous statut de minorité prolongée, l'article 15, § 2, pourrait prévoir expressément que les pièces visées à l'article 44, § 3, des lois sur la milice peuvent être produites par le représentant légal du mineur.

Article 16.

Cet article énumère indistinctement des délais qui sont déjà fixés par la loi (article 16, 1°, 2° et 4°) et des délais que celle-ci ne prévoit pas. D'autre part, le dernier membre de phrase figurant à l'article 16, 2°, du projet, et celui qui est repris à l'article 16, 4°, semblent n'avoir d'autre portée que de paraphraser des dispositions déjà

contenues dans l'article 12, § 2, et dans l'article 11, § 1er, des lois coordonnées sur la milice. Il est inutile de rappeler dans l'arrêté en projet des règles qui sont déjà inscrites dans la loi.

Compte tenu de ce qui précède et afin d'éviter l'insertion de phrases incidentes dans l'énumération à laquelle procède l'article 16 du projet, le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 16.-

§ 1er. Sont adressées, sous pli recommandé à la poste, au gouverneur de la province dans laquelle est situé le domicile de milice du demandeur :

1° les demandes de sursis extraordinaire et de dispense prévues à l'article 11, § 1er, des lois coordonnées;

2° la demande de dispense dans le cas prévu à l'article 12, § 2, des lois coordonnées;

3° la demande de dispense fondée sur l'article 12, § 3, alinéa 2, des lois coordonnées lorsque l'inscrit ne remplit les conditions mises à l'octroi de cette dispense qu'après l'expiration du délai fixé par l'article 14;

4° la demande de sursis ou de dispense pour cause morale dans le cas prévu à l'article 20, § 3, des lois coordonnées;

.../...

5° la première demande de sursis introduite par un milicien qui a contracté un engagement maritime pour le service de la machine lorsque cette demande n'a pas été présentée dans les formes et délais prévus à l'article 14;

6° la demande de sursis, de dispense pour cause morale, d'exemption ou d'ajournement pour cause physique émanant du milicien qui, après le 15 janvier de l'année précédant celle portant le millésime de la levée à laquelle il est rattaché, a reçu notification d'une décision le rattachant à cette levée et qui n'a pas introduit de demande dans les formes et délais prévus à l'article 14.

§ 2. La demande visée au paragraphe 1er, 3°, est introduite avant le 1er janvier de l'année de la levée dont l'inscrit fait partie.

§ 3. La demande visée au paragraphe 1er, 5°, est introduite dans les soixante jours de la date à laquelle le demandeur atteint l'âge de dix-huit ans.

Ce milicien peut, dès avant l'introduction de sa demande de sursis, demander au gouverneur de la province de retarder la remise à l'autorité militaire jusqu'au moment où il aura été statué sur le sursis.

La demande est introduite par le commissaire maritime ou par l'intermédiaire de celui-ci.

§ 4. La demande visée au paragraphe 1er, 6°, est introduite dans les trente jours de la notification de la décision".

.../...

Article 18.

Le "certificat de milice modèle n° 33", visé à l'alinéa 3, n'est défini que par des circulaires ministérielles.

Afin d'éviter de faire référence dans un arrêté royal à un document prévu par des circulaires, il est proposé de remplacer cette expression par les mots : "un certificat établissant sa situation de milice actuelle".

Article 20.

Le paragraphe 2, alinéa 4, prévoit que si le destinataire refuse de recevoir l'expédition, la notification se fera conformément à l'article 102, § 3, des lois coordonnées.

L'article 102, § 3, prévoit plusieurs types de notifications : notification à la personne ou au domicile du milicien ou du répondant, notification au bourgmestre soit du domicile soit du domicile de milice.

Il convient que le texte précise que la notification à laquelle se réfère le projet, est celle qui est faite au bourgmestre.

.../...

Article 21.

Au paragraphe 2, il serait préférable que le délai soit fixé en jours plutôt qu'en mois, et d'écrire : "... cesse trente jours avant la fin de la session ...".

Article 23.

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "est convoqué" au lieu de "est invoqué".

Article 24.

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. La remise des miliciens visés à l'article 56 des lois coordonnées et compris dans le contingent en vertu d'une décision rendue par le conseil de révision, s'effectue par la transmission des pièces administratives, par l'intermédiaire du gouverneur.

Le gouverneur transmet également les pièces administratives relatives aux insoumis relevant de l'autorité militaire et réputés déserteurs conformément aux articles 65, § 3, alinéa 2, et 107, § 1er, 1°, des lois coordonnées".

.../...

Article 29.

L'arrêté royal du 5 juillet 1977 est devenu sans objet à la suite de l'arrêté royal du 4 septembre 1985.

La référence à cet arrêté de 1977 doit dès lors être omise.

Article 30.

Cet article donne à l'arrêté en projet un effet rétroactif au ler janvier 1987, date à laquelle produira ses effets la loi du 16 juin 1987 modifiant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, et les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980.

L'article 18 du projet d'arrêté n'entrera toutefois en vigueur, en vertu de son article 30, que le ler janvier 1988. L'article 14 de la loi du 16 juin 1987, dont l'article 18 du projet d'arrêté tend à assurer l'exécution, n'entrera, en effet, en vigueur que le ler janvier 1988 (article 42, alinéa ler, de la loi).

La rétroactivité prévue par l'article 30 du projet d'arrêté royal peut, en principe, être admise dans la mesure où elle tend à procurer exécution à une loi qui est, elle-même, appelée à rétroagir.

.../...

Toutefois, l'article 42, alinéa 2, de la loi du 16 juin 1987 dispose qu'"en ce qui concerne le sursis, la dispense et la suppression de la libération visée à l'article 29 de la présente loi, elle sera applicable, pour la première fois, aux miliciens de la levée de 1988".

Il ne se justifierait guère que les dispositions du projet d'arrêté relatives aux demandes de sursis et de dispense produisent leurs effets, en raison de l'article 30 du projet, à une date antérieure à celle où la loi nouvelle deviendra applicable aux sursis et aux dispenses.

Il conviendrait dès lors de compléter l'article 30 du projet d'arrêté royal par une disposition prévoyant que par exception à l'effet rétroactif, l'arrêté en projet sera applicable, pour la première fois, aux miliciens de la levée 1988 en ce qui concerne les demandes de sursis ou de dispense.

I. ALGEMENE OPMERKING.

In het bepalend gedeelte van het ontwerp wordt herhaaldelijk de uitdrukking "van de gecoördineerde wetten" of de uitdrukking "van deze wetten" gebezigd, zonder dat de datum en het volledige opschrift van de wettekst waarnaar wordt verwezen, ooit worden aangehaald.

Het zou wenselijk zijn in artikel 1, § 1, van het ontwerp, waar die uitdrukking voor het eerst gebezigd wordt, die wetten door middel van hun volledig opschrift te identificeren.

De overige artikelen van het ontwerp zouden dan op eenvormige wijze de uitdrukking "van de gecoördineerde wetten" moeten gebruiken.

\+

\+ \+

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het opschrift zou als volgt gesteld kunnen worden :

"Koninklijk besluit tot uitvoering van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962".

.../...

Aanhef.

1. De wet van 7 juli 1966 houdende wijziging van de artikelen 17 en 87 van de dienstplichtwetten is doelloos geworden tengevolge van de wet van 1 december 1976 die de voormelde wetten gewijzigd heeft.

De wet van 9 mei 1969 wijzigende artikel 16 van de dienstplichtwetten wordt doelloos tengevolge van de wet van 16 juni 1987.

De wet van 10 januari 1978 tot wijziging van artikel 87 van de dienstplichtwetten wordt doelloos tengevolge van de wet van 16 juni 1987.

De wet van 17 december 1979 tot wijziging van artikel 12, § 1, 5°, van de dienstplichtwetten wordt doelloos tengevolge van de wet van 16 juni 1987. Dezelfde opmerking geldt voor de wet van 9 juli 1982.

De wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst wordt, in zoverre zij artikel 10, § 1, 6°, van de dienstplichtwetten wijzigt, doelloos tengevolge van de wet van 16 juni 1987.

Gelet op hetgeen voorafgaat, moet de verwijzing naar de wetten van 7 juli 1966, 9 mei 1969, 10 januari 1978, 17 december 1979, 9 juli 1982 en 19 juli 1983 vervallen.

Daarentegen behoort te worden verwezen naar de wet van 16 juni 1987, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 19 juni 1987.

.../...

2. Wat de voordragende Ministers betreft, schrijve men :

"Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van Onze Minister van Landsverdediging,".

Bepalend gedeelte.

1. Het is gebruikelijk om in de Franse tekst "Chapitre premier" te schrijven.

2. Volgens het gebruik wordt een hoofdstuk onderverdeeld in afdelingen. Bijgevolg wordt voorgesteld in hoofdstuk III te schrijven :

"Afdeling I.- Algemene regels.

...

Afdeling II.- Aanvragen in te dienen bij het gemeentebestuur.

...

Afdeling III.- Aanvragen in te dienen bij de provinciegouverneur.

...".

+

.../...

Artikel 12.

In paragraaf 2 behoren de woorden "de volmacht bekleed met de handtekening van de dienstplichtige", te worden vervangen door de woorden "een door de dienstplichtige getekende volmacht".

Artikel 15.

Paragraaf 2, die de overlegging van stukken door in staat van verlengde minderjarigheid verklaarde personen regelt, houdt geen verband met paragraaf 1 die betrekking heeft op het indienen van de aanvraag om vervroegde oproeping. Paragraaf 2 behoort derhalve een afzonderlijk artikel te vormen.

Naar het voorbeeld van artikel 12, § 3, van het ontwerp, welke bepaling betrekking heeft op de aanvraag om vrijstelling van de in staat van verlengde minderjarigheid verklaarde personen, zou artikel 15, § 2, uitdrukkelijk kunnen bepalen dat de stukken bedoeld in artikel 44, § 3, van de dienstplichtwetten door de wettelijke vertegenwoordiger van de minderjarige kunnen worden overgelegd.

Artikel 16.

Dit artikel noemt zonder onderscheid termijnen op die reeds bij de wet zijn vastgesteld (artikel 16, 1°, 2° en 4°) en termijnen waarin deze niet voorziet. Bovendien lijken het laatste zinsdeel van artikel 16, 2°, van het ont-

.../...

werp en dat van artikel 16, 4°, geen andere strekking te hebben dan het parafraseren van bepalingen die reeds vervat zijn in artikel 12, § 2, en in artikel 11, § 1, van de gecoördineerde dienstplichtwetten. Het is onnodig in het ontworpen besluit voorschriften te herhalen die reeds in de wet zijn vervat.

Gelet op hetgeen voorafgaat en om de invoeging van tussenzinnen in de opsomming van artikel 16 van het ontwerp te vermijden, wordt de volgende tekst voorgesteld voor dat artikel :

"Artikel 16.-

§ 1. Bij ter post aangetekende brief worden aan de gouverneur van de provincie waarin de militiewoonplaats van de aanvrager gelegen is, gericht :

1° de aanvragen om buitengewoon uitstel en de aanvragen om vrijlating, bedoeld in artikel 11, § 1, van de gecoördineerde wetten;

2° de aanvraag om vrijlating in het geval bedoeld in artikel 12, § 2, van de gecoördineerde wetten;

3° de aanvraag om vrijlating gegrond op artikel 12, § 3, tweede lid, van de gecoördineerde wetten wanneer de ingeschrevene de voor het verkrijgen van die vrijlating gestelde voorwaarden eerst vervult nadat de bij artikel 14 vastgestelde termijn is verstreken;

4° de aanvraag om uitstel of om vrijlating op morele grond in het geval bedoeld in artikel 20, § 3, van de gecoördineerde wetten;

.../...

5° de eerste aanvraag om uitstel ingediend door een dienstplichtige die een scheepsdienstverbintenis voor de dienst van de machine heeft aangegaan, wanneer die aanvraag niet gedaan is in de vorm en binnen de termijn bepaald in artikel 14;

6° de aanvraag om uitstel, om vrijlating op morele grond, om vrijstelling of voorlopige afkeuring op lichamelijke grond, uitgaande van de dienstplichtige die na 15 januari van het jaar vóór datgene waarnaar de lichting waarbij hij ingedeeld is, is genoemd, kennis heeft gekregen van een beslissing tot indeling bij die lichting en die geen aanvraag heeft ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald in artikel 14.

§ 2. De in paragraaf 1, 3°, bedoelde aanvraag wordt ingediend vóór 1 januari van het jaar van de lichting waartoe de ingeschrevene behoort.

§ 3. De in paragraaf 1, 5°, bedoelde aanvraag wordt ingediend binnen zestig dagen na de datum waarop de aanvrager de leeftijd van achttien jaar bereikt.

Deze dienstplichtige mag, reeds vóór het indienen van zijn aanvraag om uitstel, aan de provinciegouverneur vragen zijn overgifte aan de militaire overheid te verdagen tot op het tijdstip waarop over zijn uitstel beslist zal zijn.

De aanvraag wordt door de waterschout of door diens bemiddeling ingediend.

§ 4. De in paragraaf 1, 6°, bedoelde aanvraag wordt ingediend binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing".

.../...

Artikel 18.

Het in het derde lid bedoelde "militiegetuigschrift model nr. 33" is alleen door ministeriële omzendbrieven gedefinieerd.

Om te vermijden dat in een koninklijk besluit gerefereerd zou worden aan een door omzendbrieven voorgeschreven stuk, wordt voorgesteld die uitdrukking te vervangen door de woorden : "een getuigschrift waaruit zijn tegenwoordige militietoestand blijkt".

Artikel 20.

Paragraaf 2, vierde lid, bepaalt dat indien de geadresseerde weigert de uitgifte in ontvangst te nemen, de kennisgeving overeenkomstig artikel 102, § 3, van de gecoördineerde wetten dient te geschieden.

Artikel 102, § 3, voorziet in verscheidene vormen van kennisgeving : kennisgeving aan de persoon of aan de woonplaats van de dienstplichtige of van de borg, kennisgeving aan de burgemeester van de woonplaats of van de militiewoonplaats.

De tekst dient te preciseren dat de in het ontwerp bedoelde kennisgeving die is welke aan de burgemeester wordt gedaan.

.../...

Artikel 21.

Het zou verkieslijk zijn in paragraaf 2 de termijn in dagen vast te stellen, veeleer dan in maanden, en te schrijven : "... vervalt echter dertig dagen vóór het einde van de zittijd, ...".

Artikel 23.

In de Franse tekst schrijve men "est convoqué" in plaats van "est invoqué".

Artikel 24.

Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te stellen :

"§ 3. De overgifte van de in artikel 56 van de gecoördineerde wetten bedoelde en krachtens een door de herkeuringsraad gewezen beslissing in het contingent opgenomen dienstplichtigen geschiedt door toezending van de administratieve stukken door bemiddeling van de gouverneur.

De gouverneur zendt eveneens de administratieve stukken toe die betrekking hebben op de dienstweigeraars die onder de militaire overheid ressorteren en als deserteurs worden beschouwd overeenkomstig de artikelen 65, § 3, tweede lid, en 107, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten".

.../...

Artikel 29.

Het koninklijk besluit van 5 juli 1977 is doelloos geworden ten gevolge van het koninklijk besluit van 4 september 1985.

De verwijzing naar dat besluit van 1977 moet dan ook vervallen.

Artikel 30.

Dit artikel laat het ontworpen besluit terugwerken tot 1 januari 1987, op welke datum de wet van 16 juni 1987 houdende wijziging van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, en van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, uitwerking zal hebben.

Artikel 18 van het ontworpen besluit zal evenwel krachtens artikel 30 van dat besluit eerst op 1 januari 1988 in werking treden. Artikel 14 van de wet van 16 juni 1987, waarvan artikel 18 van het ontworpen besluit de uitvoering wil bewerkstelligen, zal immers pas op 1 januari 1988 in werking treden (artikel 42, eerste lid, van de wet).

Met de terugwerking waarin artikel 30 van het ontwerp van koninklijk besluit voorziet, kan in beginsel worden ingestemd in zoverre zij strekt om uitvoering te geven aan een wet die zelf terugwerkende kracht heeft.

.../...

Artikel 42, tweede lid, van de wet van 16 juni 1987 bepaalt evenwel : "Wat betreft het uitstel, de vrijlating en de afschaffing van de ontheffing bedoeld in artikel 29 van deze wet, zal zij ... voor de eerste keer van toepassing zijn op de dienstplichtigen van de lichting 1988".

Het zou bijna niet te verantwoorden zijn dat de bepalingen van het ontwerp-besluit betreffende de aanvragen om uitstel en vrijlating wegens artikel 30 van het ontwerp uitwerking zouden hebben op een vroegere datum dan die waarop de nieuwe wet toepasselijk zal worden op de aanvragen om uitstel en om vrijlating.

Artikel 30 van het ontwerp van koninklijk besluit zou derhalve aangevuld moeten worden met een bepaling die zegt dat wat de aanvragen om uitstel of vrijlating betreft, het ontworpen besluit bij wijze van uitzondering op de terugwerkende kracht, voor het eerst toepasselijk zal zijn op de dienstplichtigen van de lichting 1988.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.